JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

VENDREDI, le 20 Décembre.

EMPIRE FRANÇAIS.

BOIS-LE-DUC, *le 19 Décembre.*

Hauteur des eaux de la meuse à Grave.

Le 17 Décembre . . . . . 10 pieds 8 pouces.
De 18 ——— . . . . . 11 ——— 6 ———

Prix des grains au marché de Bois-le-Duc *de jeudi le 19 décembre 1811, publié par ordre de l'administration.*

Prix moyen du muid de Seigle . f 21 : 5 : 0.
——— ——— de Sarazin . . 12 : 10 : 0.
——— du *hoed* d'Avoine. . . 26 : 10 : 0.
——— du muid d'Orge . . . 0 : 5 : 0.
Pain de Seigle de 6 livres . . . 0 : 5 : 12.
Petite mesure ou (*Maatje*) de Farine . 0 : 2 : 0.

Prix du Froment à *Nimègue* le 16 Décembre 1811.

Maximum . . . . . f 20 : 0 : 0.
Minimum . . . . . 17 : 0 : 0.
Prix moyen . . . . . 18 : 10 : 0.

BOIS-LE-DUC, le 14 Décembre 1811.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur,

A MM. les sous-préfets et les maires.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous donner connaissance de la circulaire de S. Exc. le ministre directeur de l'administration de la guerre, en date du 25 novembre dernier, qui règle le mode d'après lequel il sera pourvu au remplacement momentané des commissaires des guerres des départemens, qui seraient appellés à exercer leurs fonctions sur d'autres points.

Recevez MM. l'assurance de ma parfaite considération.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

PARIS, le 25 Novembre 1811.

Le ministre directeur de l'administration de la guerre, ministre d'état,

A Monsieur le préfet du département des Bouches du Rhin.

Monsieur, dans plusieurs circonstances mon prédécesseur et moi, nous avons été forcés de retirer des divers départemens, quelques commissaires des guerres, pour les diriger sur d'autres points où leur présence était jugée plus nécessaire. Ces mêmes circonstances n'ont pas toujours permis de pourvoir de suite au remplacement de ces fonctionnaires, et il est résulté de cet ordre de choses, que le service de plusieurs départemens a été dirigé en tout ou en partie, tantôt par des commissaires des guerres des départemens voisins, tantôt par des sous-préfets, des secrétaires généraux de préfecture et des maires; la plûpart de ces fonctionnaires se sont crus fondés à réclamer des indemnités de frais de bureau, pour ce travail extraordinaire, mais le peu d'uniformité dans ces demandes et l'incertitude existant sur la nature des fonctions, dont MM. les agens civils ont pu se trouver temporairement chargés, m'ont déterminé à prendre, le 17 septembre dernier, l'arrêté ci-après:

Art. 1. Lorsqu'un département se trouvera sans commissaire des guerres le service y sera toujours dirigé par un commissaire des guerres, d'un département voisin; dont alors l'arrondissement se trouvera composé de deux départemens.

2. Ce commissaire sera désigné par le ministre directeur de l'administration de la guerre; en cas d'urgence, il le sera provisoirement par le commissaire ordonnateur de la division.

3. Il sera alloué au commissaire des guerres qui réunira deux départemens, une indemnité de 1500 francs, et de 2000 francs, lorsqu'il en réunira trois.

4. Cette indemnité sera payée sur les fonds de frais de bureau, et ne pourra être cumulée avec aucune autre.

5. Les commissaires des guerres qui seront appellés à exercer leurs fonctions sur d'autres points, ne pourront prétendre à aucune indemnité de frais de bureau.

6. Les commissaires des guerres qui seront appellés à exercer leurs fonctions sur d'autres points, ne pourront prétendre à aucune indemnité de frais de bureau.

7. Les commissaires des guerres qui seront appellés à exercer leurs fonctions sur d'autres points, ne pourront prétendre à aucune indemnité de frais de bureau.

dira du service dont il était chargé celui d'un département voisin, pour supplément, une indemnité de 200 francs par mois, ou au delà, si l'importance du service l'exige.

4. Au moyen de cette indemnité extraordinaire, qui sera à la charge de l'administration de la guerre, ledit commissaire des guerres sera tenu de diriger par lui-même le service des deux départemens, de pourvoir à toutes les dépenses du bureau que nécessitera celui du second département dont il sera chargé, et de s'y transporter toutes les fois que le service l'exigera ou qu'il en recevra l'ordre du commissaire ordonnateur de la division.

L'ordonnateur fera connaître au ministre, dans ses rapports trimestriels, le nombre et la durée des voyages que le commissaire des guerres aura faits, pendant le trimestre dans le second département.

5. En conséquence de ces dispositions, les autorités civiles du département où le commissaire des guerres ne résidera pas, n'auront à s'occuper de l'administration militaire, que dans les mêmes circonstances où elles sont appellées par les lois et réglemens à suppléer le commissaire des guerres, dans les places où il n'en existe pas.

Les indemnités relatées à l'art. 3 qui précède devront être, comme la solde, acquittées sur revues, mais distinctes.

Je vous invite à faire connaître cette décision aux fonctionnaires sous vos ordres, et à vous conformer, quand les circonstances l'exigeront, aux dispositions qu'elle renferme.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération.

(*Signé*) Le Comte DE CESSAC.

Pour copie conforme

Le préfet du département des Bouches du Rhin.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

BOIS-LE-DUC le 18 Décembre 1811.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur.

A Messieurs les sous-préfets et les maires.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous informer que S. M. vient de nous ordonner les enrôlemens volontaires pour le régiment des pupilles de sa garde. Je m'empresse de vous informer de cette disposition, en vous invitant à la porter à la connaissance de vos administrés; j'ai d'autant plus lieu de croire qu'elle sera reçue avec reconnaissance, que lors du dernier départ du contingent levé sur les individus entretenus par les hospices, quantité de jeunes gens de ce département ont demandé avec instance à être autorisés à embrasser la même carrière. Vous aurez donc, MM., à recevoir les actes d'enrolement de ceux des jeunes gens, âgés de 18 ans et au-dessus, qui se présenteront devant vous, avec l'intention de prendre du service dans le régiment des pupilles de la garde. A cet égard vous observerez que ceux susceptibles d'être admis dans ce service doivent, être munis du consentement de leurs parens; ils doivent aussi d'une bonne constitution et paraître susceptibles d'acquérir la taille d'un mètre 645 millimètres au moins. Ceux qui auront atteint l'âge de 18 ans, ne pourront avoir moins d'un mètre 678 millimètres.

A mesure que vous aurez reçu de ces enrôlemens, vous voudrez bien diriger les individus qui les auront contractés, par devant le préfet du département et les adresser à Mr. le capitaine de recrutement, qui leur procurera les moyens de se rendre à Versailles, où se trouve en ce moment le dépôt du régiment dont ils devront faire partie.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

BOIS-LE-DUC, le 17 Décembre 1811.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'Empire, Chevalier de la légion d'honneur.

A MM.M les maires du département.

Monsieur le maire,

Par un décret du 4 septembre dernier, S. M. a créé un régiment de flanqueurs de sa garde. Ce régiment doit se composer de jeunes gens de dix-huit à trente ans, fils ou neveux de gardes généraux et de gardes à pied et à cheval des forêts de la couronne et du domaine, et des forêts des communes de l'Empire.

toegevoegd heeft, tot toelage van bureau- en reiskosten, eene indemniteit van 200 francs per maand of daarenboven, indien het gewigt van den dienst zulks vordert, verleend worden.

4. Door het toestaan dezer buitengewone schadeloosstelling, welke ten laste van de administratie van oorlog verstrekt, zal de gezegde commissaris van oorlog gehouden zijn om in persoon zelve den dienst der beide departementen vereenigd waartenemen, te voorzien in alle de onkosten van het bureau, veroorzaakt door den dienst van het tweede departement, waarmede hij belast zal zijn, en zich derwaards te begeven, zoo dikwils als den dienst zulks van hen vorderen, of hij daartoe bevel van den commissaris-ordonnateur der divisie bekomen zal.

De ordonnateur zal den minister, in zijne rapporten van elk trimester, het getal der onderscheide reizen en de hoelangheid van duur opgeven, welke de commissaris van oorlog naar het tweede departement in het vorig trimestet gedaan zal hebben.

5. Na luid dezer bepalingen, zullen de burgerlijke magten van het departement, alwaar de commissaris van oorlog geene residentie zal hebben, zich niet behoeven ohledig te houden met het militaire bestuur, dan alleen in die omstandigheden, waarin zij door de wetten en verordeningen geroepen worden om den commissaris van oorlog, in de plaats alwaar 'er geen is, te vervangen.

De indemniteiten in het vorige 3de artikel vermeld, behooren even als de soldij, op monster-rollen, doch die wel onderscheiden zijn, voldaan te worden.

Ik verzoek u deze decisie aan de ambtenaren onder uwe bevelen staande bekend te maken, en u, wanneer de omstandigheden zulks medebrengen, naar den inhoud derzelve te gedragen.

Gelieft mij den ontvangst dezes te kennen te geven.

Ontvangt, mijn heer, de verzekering mijner onderscheiding.

(*Geteekend*) De graaf CESSAC.

Voor eens luidend afschrift.

De Prefekt van het departement der Bouches du Rhin.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

's HERTOGENBOSCH, den 18 December 1811.

De Prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer:

Aan de heeren Souprefekten en maires.

Mijne heeren,

Ik heb de eer u lieden kennis te geven, dat Zijne Majesteit volmaakte gegeven heeft tot oprigting van een regiment flanqueurs voor den dienst bij het regiment kweekelingen van de keizerlijke garde. Ik haast mij, u van deze schikking bevigt te geven, met verzoek dezelve ter kennisse van uwe onderhoorigen te brengen. Ik heb te meer grond om te geloven, dat dezelve met erkentenis zal ontvangen worden, daar, tijdens het laatst vertrek van het contingent, genomen uit de individu's welke door de godshuizen onderhouden worden, een aantal jonge lieden van dit departement met geestdrift verzocht hebben, toegelaten te mogen worden, om dienzelven loopbaan in te treden.

Gij zult derhalven, mijne heeren, de akten van zoodanige jonge lieden welke vijftien jaren oud zijnde zich bij u vervoegen mogten, met oogmerk om dienst te nemen bij het regiment der kweekelingen van de keizerlijke garde voornoemd, aannemen en ontvangen. Gij behoord ten dien einde acht te geven, dat die genen welke gelukt zijn om bij den dienst aangenomen te worden, ten minsten vijftien jaren oud zijn, en hunne onderlijke toestemming bij zich hebben; ook moeten dezelve van eene goede ligchaams-gesteltenis zijn, en een gelukt voorkomen hebben om tot de lengte van 1 meter 645 milimeters op te wassen. Ten minsten moeten die genen welkeden ouderdom van 18 jaren oud zijn, de lengte van 1 meter 678 milimeters hebben.

Naar mate dat 'er zich vrijwillig tot dezen dienst aanbieden, zult gij de individu's welke dienst genomen hebben, zenden naar de hoofdplaats van het departement opzenden, en wel bij mijn heer den kapitein van de recrutering, welke hun de middelen zal verschaffen, om verder op naar Versailles te gaan, alwaar in dit oogenblik zich het depot van het regiment bevindt, waarbij zij moeten geplaatst worden.

Ontvangt de verzekering mijner volmaakte onderscheidingh.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

's HERTOGENBOSCH, den 17 december 1811.

De Prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van legioen van eer.

Aan de heeren maires van het departement.

Mijn heer de maire,

Bij een decreet van den 4 september ll., heeft Zijne Majesteit een regiment flankeurs bij zijne garde opgerigt. Dit regiment moet bestaan uit jonge lieden van 18 tot 30 jaren oud, zonen of neven zijnde van algemeene boschwagters en van boschwagters te voet en te paard, zoo van de kroon en domeinen als van de bosschen der gemeenten binnen het Rijk.

S. M. a décidé, par le même décret; qu'à l'avenir aucun fils ou neveu des gardes des forêts ne pourra succéder à son père ou à son oncle, à moins qu'il n'ait servi cinq ans dans ce régiment.

Les jeunes gens admis dans le régiment de flanqueurs de la garde, qui n'auraient pas encore satisfait aux lois sur la conscription, seront, lors de l'appel de leur classe, considérés comme étant en activité et portés sur les listes comme exceptés.

Ceux ayant déjà concouru, mais dont les numéros viendraient à être appellés, jouiront de la même faveur.

Les sujets qui voudront prendre du service dans ce régiment devront contracter, devant le maire de la commune où ils résident, un enrolement volontaire, qui sera soumis aux formalités prescrites par le titre 2 de la loi du 19 fructidor an 6. Ces enrolemens ne pourront toutefois être souscrits que par des individus de la taille d'un mètre 678 millimètres, et qui seront d'ailleurs reconnus propres au service.

S'il se trouvait dans votre commune des jeunes gens qui, réunissant les conditions exigées par le décret dont je viens de vous citer les principales dispositions, voulussent profiter du bienfait qui leur est offert par S. M. en embrassant la nouvelle et honorable carrière qu'elle daigne leur ouvrir, ils devraient, ainsi qu'il est dit plus haut, contracter devant vous, Mr. le maire, un engagement volontaire; je vous invite en conséquence de donner à la présente toute la publicité possible.

Vous trouverez dans le *répertoire raisonné* (tome premier, page 71 et 72) les renseignemens dont vous pourrez avoir besoin pour la rédaction des engagemens que vous serez dans le cas de recevoir. Veuillez vous conformer en tout point, tant aux instructions que vous y trouverez, qu'aux dispositions de cette lettre.

Recevez l'assurance de ma considération distinguée.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur.

Considérant, qu'il est urgent de procurer aux communes de ce département le service d'officiers de santé et d'accoucheurs ou accoucheuses dont les soins et les connaissances assurent aux habitans et aux femmes en couches les secours de l'art que réclame l'humanité.

ARRÊTE:

Art. 1. Il sera établi pour chacun des cantons de ce département, un nombre de médecins, officiers de santé et accoucheuses ou sages femmes proportionné à la population et aux localités dans chacun de ces cantons. Leur nombre ne pourra excéder, dans chaque canton celui de trois médecins et trois sages femmes, et ne pourra être de moins d'un de chaque espèce.

2. Les médecins et sage-femmes jouiront d'un traitement annuel qui sera fixé par nous, et qui leur sera payé, sur les fonds versés par les communes dans la caisse du bureau de bienfaisance du canton.

3. Au moyen du traitement accordé par l'art. 2 ci-dessus, ces médecins, officiers de santé et accoucheuses seront tenus de traiter gratuitement les indigens.

4. La liste des indigens qui devront être traités gratuitement par les médecins et accoucheuses, sera formée par le bureau de bienfaisance du canton, sur la proposition des bureaux de charité des communes respectives, et remise au médecin ou sage-femme pour les communes qui seront de leur ressort respectif. Ceux-ci seront tenus de prêter leur ministère aux individus portés sur cette liste, toutes les fois qu'ils en seront requis.

5. Celui de ces médecins ou sage-femmes qui serait convaincu d'avoir refusé ou négligé de donner à un indigent *gratuitement* les secours de son art lorsqu'il en sera requis, sera sur le champ privé de son traitement et remplacé. Les bureaux de bienfaisance rendront compte de ces refus ou négligences qui seraient commises contrairement aux dispositions ci-dessus, au préfet, qui prononcera sans délai.

6. Les bureaux de bienfaisance enverront à Mr. le sous-préfet de leur arrondissement, avant le 25 du présent mois de décembre, un état de proposition des mé-

Z. M. heeft bij dit zelfde decreet vastgesteld, dat voortaan geene zoons of neven van boschwagters hunnen vader of oom in dien post zullen kunnen opvolgen, indien zij gene vijf jaren lang bij dit regement gediend hebben.

De jonge lieden onder het regement flankeurs van de garde aangenomen en welke nog niet voldaan mogten hebben aan de wetten van de conscriptie, zullen tijdens de oproeping van hunne klasse, beschouwd worden als in werkelijken dienst te zijn, en op de lijsten der uitzonderingen gebragt worden.

Die genen welke reeds medegeloot mogten hebben en wiens nommers opgeroepen worden om uit te trekken, zullen hetzelve voorregt genieten.

Alle de genen, welke dienst zoude willen nemen bij dit gezegde regement, moeten een vrijwillig contract van dienstneming bij de maire van de gemeente hunner woonplaats aangaan, hetwelk onderworpen zal zijn aan de formaliteiten voorgeschreven bij den 2de titel van de wet van den 19 fructidor 6de jaar; deze vrijwillige dienstnemingen, kunnen in allen gevalle niet onderteekend worden, dan door zoodanige individu's, welke de groote van 1 meter en 678 millimeters hebben, en welke daarenboven geschikt tot den dienst erkend zijn.

Bijaldien 'er in uwe gemeente zich jonge lieden bevinden, welke de vereischtens bij het decreet waarvan ik u den voornaamsten inhoud heb medegedeeld, bezitten, en welke begeerig mogten zijn om deelgenoot te worden van de weldaad, welke hun door Z. M. wordt aangeboden, in het omhelzen van de nieuwe en eervolle loopbaan, welke hoogstdezelve voor hun openstelt, behooren zij gelijk hierboven is gezegd, een contract van vrijwillige dienstneming voor u, mijn heer de maire, te onderteekenen; ik verzoek u dienvolgens, aan deze tegenwoordige aanschrijving alle mogelijke bekendmaking te geven.

Gij zult in het *Repertoire raisonné*, eerste deel, bladzijde 71 en 72, de voorschriften vinden die gij noodig zoud kunnen hebben, tot het opstellen der verbintenissen die voor u behooren gepasseerd te worden. Ik verzoek u in allendeelen u te willen gedragen, zoo naar de inligtingen welke gij aldaar zult aantreffen, als na den inhoud van deze aanschrijving.

Ontvang de verzekering mijner onderscheiding.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTE:

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer,

Overwegende dat het onverwijld noodzakelijk is, aan de gemeentens van dit departement den dienst der officieren van gezondheid, der vroedmeesters en der vroedvrouwen, welker kunde en bekwaamheid den inwoonderen en kraamvrouwen alle de hulp der Kunst verzekeren, welke het ongelukkig minvermogend gedeelte des menschdoms vordert, te bezorgen.

ARRESTEERT:

Art. 1. Er zal voor ieder kanton van dit departement, een getal geneesheeren, officieren van gezondheid en vroedvrouwen, naar maate der bevolking en plaatselijke omstandigheden, in ieder dier gezegde kantons, worden aangesteld. Dezelve getal mag dat van drie geneesheeren vroedmeesters, en drie vroedvrouwen in elk kanton hier te boven gaan, of minder zijn dan een van elks.

2. De geneesheeren en vroedvrouwen zullen eene jaarwedde genieten, welke door ons bepaald en hun voldaan zal worden, uit de fondsen door de gemeente in de kas van het armen-bestuur van het kanton gestort.

3. Vóór dit in art. 2 hierboven gemeld toegekaan traitement, zullen gezegde geneesheeren officieren van gezondheid en vroedvrouwen verpligt zijn alle de behoeftigen om niet te bedienen.

4. De lijst dier behoeftigen, welken door de geneesheeren en vroedvrouwen voor niets bediend moeten worden, zal door het armen-bestuur van het kanton, op voorstel der bijzondere armbesturen van elke gemeente, worden opgemaakt en overgegeven aan den geneesheer of vroedvrouw van de respective gemeentens welker bediening hen is toebetrouwd. De even-genoemde zullen gehouden zijn, om alle de genen welke op die lijst vermeld zullen staan, zoo dikwijls te bedienen als nodig zyn zal.

5. Iemand dezer geneesheeren of vroedvrouwen welke weigerd mogt worden, aan een der behoeftigen de hulpmiddelen van zijne kunst *gratis* te hebben gewijgerd of te hebben verwaarloosd terwijl hij daartoe ontboden wierd, zal ogenblikkelijk het genot zijner jaarwedde verliezen en een ander in zijne plaats aangesteld worden. De armbesturen zullen aan den prefekt kennis geven van de weigeringen of verzuimenissen welke tegen den inhoud dezes begaan mogten zijn, welke daarop onmiddelijk uitspraak zal doen.

6. De armbesturen zullen voor den 25 dezer lopende maand december aan mijn heer de fous-prefekt van hun arrondissement eenen staat tot voordragt inzenden der geneesheeren,

decins, officiers de santé et accoucheuses, qui devront être établis en vertu du présent arrêté. Ils indiqueront la quotité de traitement à accorder à chacun d'eux, ainsi que les communes qu'ils auront à servir respectivement, et le lieu de leur résidence.

Dans ces propositions, les bureaux de bienfaisance auront égard aux localités, aux difficultés des communications et au nombre présomptif des indigens. Ils feront également en sorte qu'un médecin et une sage-femme ne soient pas établis dans la même commune.

Les sous-préfets transmettront ces propositions, avec leur avis détaillé et motivé, au préfet qui prononcera.

7. Messieurs les sous-préfets tiendront la main à ce que les dispositions prescrites par l'article qui précède, se remplissent assez à temps pour que le préfet soit à même de prononcer sur leur contenu avant le 1 janvier 1812.

8. Les médicamens nécessaires pour le traitement des indigens seront fournis par les bureaux de bienfaisance, qui prendront à cet égard les arrangemens qu'ils croiront les plus convenables avec les apoticaires qui seront sur les lieux mêmes.

9. A compter du 1 janvier 1812 il ne sera payé par les communes, les bureaux de bienfaisance et de charité, aucune somme quelconque à des médecins, chirurgiens ou accoucheuses, à titre de traitement ou indemnité, à l'exception de ceux qui seront établis par le préfet en conséquence des dispositions du présent arrêté.

10. Dans les propositions de médecins, chirurgiens ou accoucheuses, à faire par les bureaux de bienfaisance, les membres de ces bureaux auront soin de ne désigner que des personnes suffisamment qualifiées, admises et brévetées, aux quels les talens, de l'experience et des succès obtenus dans l'exercice de leur état, aient justement mérité la confiance publique.

11. Expédition du présent arrêté sera adressée à MM. les sous-préfets, qui en transmettront de suite copie aux bureaux de bienfaisance des différens cantons de leur arrondissement, en leur donnant les instructions nécessaires pour son exécution et pour assurer aux habitans des communes la jouissance des avantages qui doivent en résulter.

Fait à *Bois-le-Duc*, *le* 17 *Décembre* 1811.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

officieren van gezondheid en vroedvrouwen, welke uit kragt van dit arrêté behooren te worden aangesteld. Zij zullen daarbij de hoegrootheid van het traktement waarop ieder derzelve behoord gesteld te worden, mitsgaders de gemeenten door hunt respectivelijk te bedienen en de plaats hunner woning daarbij te gelijk opgeven.

Bij deze te doene voorstelling zullen de armbesturen op de omstandigheden van plaats, de moeijelijkheden der gemeenschap met de overige gemeentens, en het waarschijnelijk getal der behoeftigen, niet uit het oog verliezen. Zij zullen desgelijks zorg dragen, dat een geneesheer en eene vroedvrouw niet binnen een en dezelfde gemeenten worden aangesteld.

De sous-prefekten zullen deze gemelde voordragten vergezeld met hunne consideratien en advis aan den prefekt inzenden, welke daarop oogenblikkelijk besluit zal nemen.

7. De heeren sous-prefekten zullen zorgdragen dat de in het vorig art. gemelde bepalingen tijdig genoeg worden nagekomen, ten einde de prefekt daardoor in staat gesteld zij, om voor den 1 januarij 1812, daarop uitspraak te doen.

8. De nodige geneesmiddelen voor de behoeftige kraamvrouwen zullen door de armbesturen worden geleverd, welke ten dien einde zoodanige schikkingen met de apothekers welke op die plaats wonen zullen maken, als zij het meest geschikt zullen oordeelen.

9. Te rekenen van den 1 januarij 1812 zal er door de gemeentens of armbesturen geene gelden hoegenaamd voor traktement of indemniteit aan de geneesheeren, chirurgijns of vroedvrouwen meer worden uitbetaald, uitgezonderd aan diegenen, welke door den Prefekt uit kragt van dit arrêté zullen wezen aangesteld.

10. In de door de armbesturen te doene voorstellen van geneesheeren, chirurgijns of vroedvrouwen, zullen de leden van die gezegde besturen wel toezien, om gene dan zoodanige personen voortedragen, welke genoegzaam gequalificeerd, aangenomen en met een akte van aanstelling voorzien zijn, en welke zoo door hun talent en ondervinding als door den gelukkigen uitslag hunner behandelingen, met regt het vertrouwen van het algemeen verworven hebben.

11. Een afschrift van het tegenwoordig arrêté zal aan de heeren sous-prefekten worden gezonden, welke ogenblikkelijk kopij van hetzelve aan de armbesturen, der onderscheidene kantons van hun arrondissement zullen doen toekomen, met de nodige onderrigtingen om hetzelve ten uitvoer te brengen, en aan de inwoneren der gemeentens het genot van de voordelen welke daaruit moeten voortvloeijen, te verzekeren.

Gedaan te *'s Hertogenbosch*, *den* 17 *December*

(*Getekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

RUSSIE.

PÉTERSBOURG, *le* 12 *Novembre*.

Le 28 octobre, le ministre de la guerre a mis à l'ordre du jour ce qui suit:

„ D'après le rapport du général de cavalerie *Tarmassow*, un parti ennemi d'environ 500 hommes entra, le 9 août, à Karabay. Une partie de ces troupes attaqua un poste de cosaques qui était dans une redoute formée de gabions remplis de terre. Ce poste consistait en trois cosaques et quatre tartares: trois de ces derniers sautèrent, lors de l'attaque, par-dessus la redoute, à l'ennemi; les autres se décidèrent à se défendre. Trois fois l'ennemi tenta, après beaucoup de menaces, de prendre la redoute d'assaut; mais, malgré tous ses efforts et la supériorité de ses forces, il ne put l'emporter sur ces braves, et la perte qu'il avait éprouvée le détermina à se retirer; il disparut en laissant sur la place deux fusils. S. M., pour récompenser un fait d'armes aussi honorable, a daigné accorder aux cosaques la décoration de l'ordre-militaire et une médaille d'argent au Tartare." (*Journal de l'Empire.*)

RUSLAND.

PETERSBURG, *den* 12 *November*.

Den 28 october heeft de minister van oorlog het volgende aan de orde van den dag gesteld:

„ Volgens rapport van den kavallerie-generaal *Tormassow*, trok eene bende vijanden, ongeveer 500 man sterk, den 9 augustus, te Karabay binnen. Een gedeelte dezer troepen viel een' post kozakken, die in eene verschansing, uit schanskorven met aarde gevuld, stond, aan. Die post bestond uit 3 kozakken en 4 tartaren: drie dezer laatsten sprongen bij den aanval over de verschansing, en liepen tot den vijand over; de overigen besloten, zich te verdedigen. Driemaal beproefde de vijand, na vele bedreigingen, de verschansing stormenderhand in te nemen; doch, in weerwil van alle zijne pogingen en zijner meerderheid, kon hij dezelve niet, en deze dapperen niet ontweldigen, en het verlies, dat hij ondergaan had, deed hem tot den terugtogt besluiten; hij verdween, twee geweeren op de plaats achterlatende. Z. M. heeft ten einde zoo een gevol wapenfeit te vergelden, de kozakken het versierstel der militaire orde en den Tartaar eene zilveren medaille toegestaan."

(*Journal de l'Empire.*)

*** Cejourd'hui est décédé par les suites d'une forte attaque d'apoplexie, âgé de près de 68 ans, Monsieur HENRIK JAN VAN HULST, docteur en droit et revêtu des droits de la jurisdiction d'*Overbetuwe*.

JOHs. VERMAZEN.
JOHs. VAN ELLEKOM.
Exécuteurs Testamentaires.

NIMEGUE, 11 *Décembre* 1811.

*** Heden overleed alhier, ten gevolge eener hevige attaque van beroerte, in den ouderdom van bijna 68 Jaren, de Heer en Mr. HENDRIK JAN VAN HULST, in leven ontvanger der lasten des ambts *Overbetuwe*.

JOHs. VERMAZEN.
JOHs. VAN ELLEKOM.
Executeuren Testamentair.

NYMEGEN, *den* 11 *December* 1811.

A *Bois-le-Duc*, de l'Imprimerie du Bureau du Journal, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture. 1811.